

29 NOV. 2023

Arrêté préfectoral de mise en demeure du
pris à l'encontre de la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA,
dont le siège social est situé
5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord, sur le territoire de la commune de Graulhet
de respecter les prescriptions applicables en matière de rejets aqueux

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 521-17, L. 521-18 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020, modifiant les valeurs limites des rejets en chrome dans les effluents aqueux de la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA, sise 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord à Graulhet (81300) ;
- Vu** l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé qui dispose : « Les dispositions fixées au 3-7 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 11 avril 1994 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, les eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :

- 5,5 < pH < 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;*
- Température < 30 °C ;*
- Matières en suspension (MES) < 600 mg/l ;*
- DCO < 2 000 mg/l ;*
- DBO₅ < 800 mg/l ;*
- Chrome < 9 mg/l et < 0,73 kg/j.*

Ces valeurs limites sont applicables si et seulement si les valeurs maximales précitées du flux (MEST, DBO5, DCO) sont dépassées ou lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure » ;

- Vu** l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé qui dispose : « Dans un délai n'excédant pas 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA met en place les mesures et dispositions organisationnelles et techniques permettant de respecter les valeurs limites du rejet mentionnées à l'article 3 précité.

Ces mesures concernent :

- Amélioration des installations de prétraitement (mise en place d'une automatisation de l'ajout de soude à l'aide d'une pompe doseuse asservie à un pH-mètre pour une meilleure optimisation de la précipitation en chrome) ;
- séparation des bains chargés en chrome et mise en place d'une cuve de stockage permettant de conserver les effluents très concentrés en chromes et de les envoyer sur l'unité de déchromatation de la station communale de traitement des eaux usées de Graulhet ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 octobre 2023 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 11 octobre 2023, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 26 octobre 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 octobre 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les valeurs limites des rejets aqueux ne sont pas respectées globalement sur l'année 2022 et le premier semestre 2023 pour les substances suivantes : matière en suspension totale (MEST), demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO5), demande chimique en oxygène (DCO), le chrome ainsi que pour le potentiel hydrogène (pH) ;
- l'ensemble des mesures organisationnelles n'ont pas été mises en place ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 et de l'article L. 521-17 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA de respecter les dispositions de l'article susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1^{er} - La société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA exploitant une installation de tannerie, mégisserie sise 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord, sur la commune de Graulhet est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé en transmettant à l'inspection un justificatif des mesures mises en place pour respecter les valeurs limites des substances susvisées, dans un délai maximum de six mois à compter de la notification du présent arrêté.
- de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé en transmettant à l'inspection un justificatif des mesures organisationnelles mises en place, dans un délai maximum de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 521-18 du code de l'environnement.

Article 3 – En vue de l'information des tiers, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Graulhet sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA.

Fait à Albi, le 29 NOV. 2023

Pour le préfet, par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO